



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
France

*Caisse régionale de Crédit
Agricole Mutuel de Centre Ouest*
**Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest
29, boulevard de Vanteaux - 87000 Limoges
Ce rapport contient 72 pages
Référence : CC-201-76



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
France

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest

Siège social : 29, boulevard de Vanteaux - 87000 Limoges
Capital social : €.57 805 280

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations des crédits sur une base individuelle

Risque identifié

Du fait de son activité, la caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à 75,4 M€.

Notre réponse face au risque identifié

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation;
- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;

- effectué un examen de la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), la Caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risques de crédit, en tenant compte des données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard des paramètres propres au portefeuille de crédit de la Caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 40,8 M€ au 31 décembre 2019 comme détaillé dans la note 13 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :

- l'importance des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- l'importance relative de ces provisions dans le bilan de la Caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation....), dont par exemple des informations prospectives (*Forward Looking* central et local).

Notre réponse face au risque identifié

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
 - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,
 - la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « *Loss Given Default* » ou « *LGD* »),

- la gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de back-testing,
 - la réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
- tester par sondages la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
 - contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
 - étudier les hypothèses et la documentation fournie par la caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du *Forward Looking* ;
 - analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2019.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest par votre assemblée générale du 30 mars 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 30 mars 2007 pour le cabinet KPMG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la neuvième année de mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit était dans la douzième année.

Antérieurement, ERNST & YOUNG Audit était commissaire aux comptes depuis 1992.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

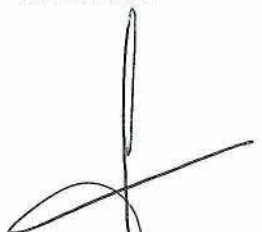
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons

avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 11 mars 2020
KPMG S.A.



Christophe Coquelin
Associé

Paris La Défense, le 11 mars 2020
ERNST1YOUNG et Autres



Luc Valverde
Associé

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

DU CENTRE OUEST

*Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire
et financier au capital de 57 801 280,00 euros*

*Siège social : 29, boulevard de Vanteaux 87000 LIMOGES
391 007 457 R.C.S LIMOGES*

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2019

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole du Centre Ouest
en date du 30/01/2020 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du
26/03/2020

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| BILAN AU 31 DECEMBRE 2019 | 4 |
| HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2019 | 6 |
| COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019 | 7 |
| Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE | 8 |
| Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES | 14 |
| Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 31 |
| Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 32 |
| Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE..... | 34 |
| Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES | 37 |
| Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE | 39 |
| Note 8 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | 41 |
| Note 9 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF | 41 |
| Note 10 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 42 |
| Note 11 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE..... | 43 |
| Note 12 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS..... | 44 |
| Note 13 PROVISIONS | 45 |
| Note 14 EPARGNE LOGEMENT | 46 |
| Note 15 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES | 47 |
| Note 16 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX..... | 48 |
| Note 17 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 49 |
| Note 18 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition) | 50 |
| Note 19 COMPOSITION DES FONDS PROPRES | 51 |
| Note 20 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS | 51 |
| Note 21 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES | 52 |

| | | |
|---------|---|----|
| Note 22 | OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES..... | 52 |
| Note 23 | OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 53 |
| Note 24 | INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES | 56 |
| Note 25 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES..... | 57 |
| Note 26 | ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE | 58 |
| Note 27 | PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES | 58 |
| Note 28 | REVENUS DES TITRES | 59 |
| Note 29 | PRODUIT NET DES COMMISSIONS..... | 59 |
| Note 30 | GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 59 |
| Note 31 | GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES..... | 60 |
| Note 32 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE..... | 60 |
| Note 33 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 61 |
| Note 34 | COUT DU RISQUE | 62 |
| Note 35 | RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES | 63 |
| Note 36 | IMPOT SUR LES BENEFICES | 63 |
| Note 37 | INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES..... | 64 |
| Note 38 | AFFECTATION DES RESULTATS..... | 64 |
| Note 39 | PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 64 |

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

ACTIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------|------------------|------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 128 045 | 126 812 |
| Caisse, banques centrales | | 39 795 | 37 314 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 5 | 53 206 | 53 659 |
| Créances sur les établissements de crédit | 3 | 35 044 | 35 839 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 3 | 490 862 | 357 213 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 4 | 5 871 048 | 5 496 413 |
| OPERATIONS SUR TITRES | | 638 653 | 640 442 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 5 | 455 701 | 313 980 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 5 | 182 952 | 326 462 |
| VALEURS IMMOBILISEES | | 669 072 | 669 005 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 6-7 | 597 175 | 594 811 |
| Parts dans les entreprises liées | 6-7 | 11 000 | 9 766 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 1 800 | 1 843 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 59 097 | 62 585 |
| CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE | | - | - |
| ACTIONS PROPRES | | - | - |
| COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | | 351 035 | 390 300 |
| Autres actifs | 8 | 315 034 | 311 230 |
| Comptes de régularisation | 8 | 36 001 | 79 070 |
| TOTAL ACTIF | | 8 148 715 | 7 680 185 |

PASSIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-----------|------------------|------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 54 097 | 20 056 |
| Banques centrales | | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit | 10 | 54 097 | 20 056 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 10 | 3 946 619 | 3 660 773 |
| COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE | 11 | 2 430 681 | 2 308 282 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | | - | - |
| COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS | | 401 327 | 422 041 |
| Autres passifs | 12 | 323 425 | 327 701 |
| Comptes de régularisation | 12 | 77 902 | 94 340 |
| PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES | | 232 048 | 221 115 |
| Provisions | 13-14-15 | 65 167 | 58 628 |
| Dettes subordonnées | 17 | 166 881 | 162 487 |
| FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG) | 16 | 34 250 | 34 250 |
| CAPITAUX PROPRES HORS FRBG | 18 | 1 049 693 | 1 013 668 |
| Capital souscrit | | 57 801 | 57 801 |
| Primes d'émission | | 82 722 | 82 722 |
| Réserves | | 868 976 | 829 550 |
| Ecarts de réévaluation | | - | - |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement | | - | - |
| Report à nouveau | | - | (437) |
| Résultat de l'exercice | | 40 194 | 44 032 |
| TOTAL PASSIF | | 8 148 715 | 7 680 185 |

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------------|-------|------------------|------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | 942 006 | 855 807 |
| Engagements de financement | 25 | 654 103 | 590 932 |
| Engagements de garantie | 25 | 287 372 | 263 940 |
| Engagements sur titres | 25 | 531 | 935 |
| ENGAGEMENTS RECUS | | 1 878 654 | 1 760 149 |
| Engagements de financement | 25 | 12 015 | 12 373 |
| Engagements de garantie | 25 | 1 865 358 | 1 746 841 |
| Engagements sur titres | 25 | 1 281 | 935 |

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 22
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 23

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 27 | 142 154 | 145 183 |
| Intérêts et charges assimilées | 27 | (59 423) | (57 308) |
| Revenus des titres à revenu variable | 28 | 22 924 | 21 327 |
| Commissions Produits | 29 | 84 642 | 85 349 |
| Commissions Charges | 29 | (13 043) | (12 717) |
| Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation | 30 | 167 | 247 |
| Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement et assimilés | 31 | 6 086 | (2 349) |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 32 | 3 349 | 4 249 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 32 | (1 891) | (2 419) |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 184 965 | 181 562 |
| Charges générales d'exploitation | 33 | (115 320) | (112 050) |
| Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations | | (6 746) | (7 105) |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 62 899 | 62 407 |
| Coût du risque | 34 | (8 557) | (8 482) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 54 342 | 53 925 |
| Résultat net sur actifs immobilisés | 35 | (1 458) | 453 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 52 884 | 54 378 |
| Résultat exceptionnel | | - | - |
| Impôts sur les bénéfices | 36 | (12 690) | (10 352) |
| Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées | | - | 6 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 40 194 | 44 032 |

Note 1 **CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Note 1.1 **Cadre juridique et financier**

Le Crédit Agricole du Centre Ouest est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole du Centre Ouest, 51 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest est agréé, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2019, le Crédit Agricole du Centre Ouest fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 55,90 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,10 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 **Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole**

L'appartenance du Crédit Agricole du Centre Ouest au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « single point of entry » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les

principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation - NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquelles Crédit Agricole SA a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques) ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février 2016 (avenant n°2) et le 21 juillet 2016 (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnisations préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Note 1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2019

Opération de titrisation

Le 23 mai 2019, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses régionales. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat par les 39 Caisses régionales et LCL au « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 » pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation, le Crédit Agricole du Centre Ouest a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 121,898 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations seniors pour 104,200 millions d'euros et pour 17,700 millions d'euros des titres subordonnés.

Note 1.4 Événements postérieurs à l'exercice 2019

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A. démantèlera le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Pour la Caisse régionale le Crédit Agricole du Centre Ouest, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de - 51 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de - 17 millions d'euros.

Note 2 **PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers du Crédit Agricole du Centre Ouest sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, le Crédit Agricole du Centre Ouest publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers du Crédit Agricole du Centre Ouest est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

| Règlements | Date de publication par l'Etat français | Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du |
|--|---|--|
| Règlement n°2018-02 modifiant le règlement ANC n°2014-03 concernant la comptabilisation du prélèvement à la source | 6 juillet 2018 | 1er janvier 2019 |
| Règlement n°2019-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général concernant les fusions et scissions sans échange de titres | 8 novembre 2019 | 1er janvier 2019 |
| Règlement n°2019-01 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général concernant les opérations relatives à l'activité agricole | 8 février 2019 | 1er janvier 2021 (application anticipée possible au 1er janvier 2019) |
| Règlement n°2019-02 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général concernant les documents de synthèse des moyennes entreprises | 7 juin 2019 | 1er janvier 2019 |
| Règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif | 8 novembre 2019 | 1er janvier 2019 |

| Règlements | Date de publication par l'Etat français | Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du |
|--|---|---|
| Règlement n°2019-05 relatif aux comptes annuels des fonds de pérennité | 8 novembre 2019 | 1er janvier 2019 |
| Règlement n°2019-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels lors d'un transfert de siège social vers la France depuis un pays étranger | 6 décembre 2019 | 1er janvier 2019 |

Note 2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Le Crédit Agricole du Centre Ouest constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur

la clientèle et engagements de financement.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Le Crédit Agricole du Centre Ouest applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.
- Dégradation significative du risque de crédit

Le Crédit Agricole du Centre Ouest apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque. La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (encours douteux).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'impose aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours pour apprécier sur base collective les variations du risque de crédit peut évoluer en présence de nouvelles informations.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous conditions, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, le Crédit Agricole du Centre Ouest distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par le Crédit Agricole du Centre Ouest par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, le Crédit Agricole du Centre Ouest le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaisance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration. Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

Note 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble

homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si le Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels le Crédit Agricole du Centre Ouest dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, le Crédit Agricole du Centre Ouest détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, le Crédit Agricole du Centre Ouest utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

Le Crédit Agricole du Centre Ouest enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas opéré, en 2019, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Note 2.3 Immobilisations

Le Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour

son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Crédit Agricole du Centre Ouest, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant | Durée d'amortissement |
|--|---------------------------------------|
| Foncier | Non amortissable |
| Gros œuvre | 20 à 30 ans |
| Second œuvre | 20 à 30 ans |
| Installations techniques | 8 ans |
| Agencements | 8 ans |
| Matériel informatique Matériel de bureau : Matériel nomade : | 4 ans (dégressif) 2 ans (linéaire) |
| Matériel spécialisé | 4 ans (dégressif) |
| Matériel de transport | 5 ans (linéaire) |

Enfin, les éléments dont dispose le Crédit Agricole du Centre Ouest sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 **Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels. Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 **Provisions**

Le Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur

nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Note 2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par le Crédit Agricole du Centre Ouest à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Note 2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des

produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, le Crédit Agricole du Centre Ouest intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Crédit valuation Adjustment).

Le CVA (Crédit Valuation Adjustment) permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels ;

- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Note 2.9 Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Note 2.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour le Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 22,23 et 25.

Note 2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord n° 99 conclu en application des dispositions de l'ordonnance 86.1134 du 21 octobre 1986, modifiées et complétées par les lois 90.1002 du 7 novembre 1990, 94.640 du 25 juillet 1994, 2001-152 du 19 Février 2001 et 2006 - 170 du 30 décembre 2006, 2008-15 du 3 décembre 2008 ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances relatives à l'intéressement des salariés aux résultats et aux performances de leur entreprise.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans

la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, le Crédit Agricole du Centre Ouest provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, le Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.13 Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 20 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

Note 2.14 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes du Crédit Agricole du Centre Ouest.

Note 2.15 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles-titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, le Crédit Agricole du Centre Ouest constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de la convention fiscale qu'elle a signée avec Crédit Agricole SA.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le Crédit Agricole du Centre Ouest a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|--|------------|-----------------|----------------|---------|--------------------|---------------------|---------|------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Établissements de crédit | | | | | | | | |
| Comptes et prêts : | | | | | | | | |
| à vue | 6 755 | - | - | - | 6 755 | - | 6 755 | 5 473 |
| à terme | 10 616 | - | - | 17 440 | 28 056 | 19 | 28 075 | 30 177 |
| Valeurs reçues en pension | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | - | - | - | - | 25 | 25 | - |
| Prêts subordonnés | - | - | - | 189 | 189 | - | 189 | 189 |
| Total | 17 371 | - | - | 17 629 | 35 000 | 44 | 35 044 | 35 839 |
| Dépréciations | | | | | | | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 35 044 | 35 839 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 213 255 | - | - | - | 213 255 | 16 | 213 271 | 67 803 |
| Comptes et avances à terme | 9 259 | 29 933 | 94 214 | 142 318 | 275 724 | 1 867 | 277 591 | 289 410 |
| Titres reçus en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts subordonnés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 222 514 | 29 933 | 94 214 | 142 318 | 488 979 | 1 883 | 490 862 | 357 213 |
| Dépréciations | | | | | | | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 490 862 | 357 213 |
| TOTAL | | | | | | | 525 906 | 393 052 |

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 189 milliers d'euros. Parmi les créances sur les établissements de crédit aucune n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

| | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|----------------------------------|------------|-----------------|----------------|-----------|--------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Créances commerciales | 7 879 | 344 | - | - | 8 223 | - | 8 223 | 6 731 |
| Autres concours à la clientèle | 300 317 | 637 099 | 2 059 893 | 2 901 784 | 5 899 093 | 15 913 | 5 915 006 | 5 543 262 |
| Valeurs reçues en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Comptes ordinaires débiteurs | 22 811 | - | - | - | 22 811 | 368 | 23 179 | 24 978 |
| Dépréciations | | | | | | | (75 360) | (78 558) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 5 871 048 | 5 496 413 |

Commentaires :

Aucun prêt subordonnée et participatif n'a été consenti à la clientèle.

Parmi les créances sur la clientèle 880 630 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2019 contre 888 677 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 30 516 milliers au 31 décembre 2019 d'euros contre 31 886 milliers d'euros au 31 décembre 2018. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

| (En milliers d'euros) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| France (y compris DOM-TOM) | 5 908 173 | 5 542 682 |
| Autres pays de L'U.E. | 13 198 | 9 801 |
| Autres pays d'Europe | 2 878 | 1 976 |
| Amérique du Nord | 1 656 | 394 |
| Amérique Centrale et du Sud | 735 | 596 |
| Afrique et Moyen-Orient | 713 | 599 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 2 774 | 1 647 |
| Japon | - | 116 |
| Non ventilés et organismes internationaux | - | - |
| Total en principal | 5 930 127 | 5 557 811 |
| Créances rattachées | 16 281 | 17 160 |
| Dépréciations | (75 360) | (78 558) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 5 871 048 | 5 496 413 |

Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

| (En milliers d'euros) | 31/12/2019 | | | | | 31/12/2018 | | | | |
|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis |
| France (y compris DOM-TOM) | 5 924 374 | 124 074 | 87 191 | (75 360) | (54 682) | 5 559 773 | 124 759 | 84 122 | (78 558) | (57 828) |
| Autres pays de L'U.E. | 13 266 | 488 | 476 | - | - | 9 857 | 493 | 481 | - | - |
| Autres pays d'Europe | 2 881 | - | - | - | - | 1 979 | - | - | - | - |
| Amérique du Nord | 1 657 | 1 | - | - | - | 395 | - | - | - | - |
| Amérique Centrale et du Sud | 735 | - | - | - | - | 597 | - | - | - | - |
| Afrique et Moyen-Orient | 720 | 19 | 19 | - | - | 606 | 79 | 79 | - | - |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 2 775 | - | - | - | - | 1 648 | - | - | - | - |
| Japon | - | - | - | - | - | 116 | - | - | - | - |
| Non ventilés et organismes internationaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 5 946 408 | 124 582 | 87 686 | (75 360) | (54 682) | 5 574 971 | 125 331 | 84 682 | (78 558) | (57 828) |

Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

| | 31/12/2019 | | | | | 31/12/2018 | | | | |
|------------------------------|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | |
| Particuliers | 2 917 222 | 27 301 | 14 778 | (12 704) | (8 211) | 2 706 892 | 26 112 | 15 228 | (13 125) | (9 562) |
| Agriculteurs | 850 107 | 22 244 | 18 731 | (13 900) | (12 175) | 818 805 | 23 359 | 18 786 | (14 767) | (12 924) |
| Autres professionnels | 593 163 | 27 062 | 20 691 | (16 928) | (13 706) | 569 622 | 28 950 | 20 948 | (18 068) | (14 288) |
| Clientèle financière | 149 805 | 13 920 | 6 198 | (8 417) | (1 329) | 140 079 | 9 968 | 1 752 | (6 787) | (472) |
| Entreprises | 1 021 297 | 33 657 | 26 896 | (23 052) | (18 908) | 943 443 | 36 459 | 27 507 | (25 377) | (20 157) |
| Collectivités publiques | 371 629 | - | - | - | - | 352 677 | - | - | - | - |
| Autres agents économiques | 43 185 | 398 | 392 | (359) | (353) | 43 453 | 483 | 461 | (434) | (425) |
| TOTAL | 5 946 408 | 124 582 | 87 686 | (75 360) | (54 682) | 5 574 971 | 125 331 | 84 682 | (78 558) | (57 828) |

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

| | 31/12/2019 | | | | | 31/12/2018 |
|---|-------------|----------------|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| | Transaction | Placement | Titres de l'activité de portefeuille | Investissement | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Effets publics et valeurs assimilées : | - | - | - | 52 679 | 52 679 | 53 130 |
| dont surcote restant à amortir | - | - | - | - | - | - |
| dont décote restant à amortir | - | - | - | - | - | - |
| Créances rattachées | - | - | - | 527 | 527 | 529 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | - | - | - | 53 206 | 53 206 | 53 658 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe (1): | - | - | - | - | - | - |
| Emis par organismes publics | - | - | - | 62 648 | 62 648 | 63 310 |
| Autres émetteurs | - | 5 583 | - | 384 864 | 390 447 | 247 753 |
| dont surcote restant à amortir | - | - | - | - | - | - |
| dont décote restant à amortir | - | - | - | - | - | - |
| Créances rattachées | - | 49 | - | 2 568 | 2 617 | 2 962 |
| Dépréciations | - | (11) | - | - | (11) | (45) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | - | 5 621 | - | 450 080 | 455 701 | 313 980 |
| Actions et autres titres à revenu variable | - | 183 564 | - | - | 183 564 | 330 037 |
| Créances rattachées | - | - | - | - | - | - |
| Dépréciations | - | (612) | - | - | (612) | (3 575) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | - | 182 952 | - | - | 182 952 | 326 462 |
| TOTAL | - | 188 573 | - | 503 286 | 691 859 | 694 100 |
| Valeurs estimatives | - | 193 735 | - | 515 473 | 709 208 | 710 593 |

(1) dont 34 254 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2019 et 21 580 milliers d'euros au 31 décembre 2018

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 5 211 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre 5 735 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse. La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille est nulle au 31 décembre 2019, ainsi qu'au 31 décembre 2018.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 15 510 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre 14 555 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -228 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre -309 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|----------------|
| Administration et banques centrales (y compris Etats) | 56 097 | 56 532 |
| Etablissements de crédit | 91 232 | 98 504 |
| Clientèle financière | 402 682 | 429 406 |
| Collectivités locales | 6 551 | 6 778 |
| Entreprises, assurances et autres clientèles | 80 097 | 49 880 |
| Divers et non ventilés | - | - |
| Total en principal | 636 659 | 641 100 |
| Créances rattachées | 2 617 | 2 962 |
| Dépréciations | (623) | (3 620) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 638 653 | 640 442 |

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | | | | 31/12/2018 | | | |
|----------------------------------|--|--------------------------------------|--|----------------|--|--------------------------------------|--|----------------|
| | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total |
| Titres à revenu fixe ou variable | 453 095 | 52 679 | 183 564 | 689 338 | 311 063 | 53 130 | 330 037 | 694 230 |
| dont titres cotés | 239 217 | 52 679 | - | 291 896 | 219 064 | 53 130 | - | 272 194 |
| dont titres non cotés (1) | 213 878 | - | 183 564 | 397 442 | 91 999 | - | 330 037 | 422 036 |
| Créances rattachées | 2 617 | 527 | - | 3 144 | 2 962 | 529 | - | 3 491 |
| Dépréciations | (11) | - | (612) | (623) | (45) | - | (3 575) | (3 620) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 455 701 | 53 206 | 182 952 | 691 859 | 313 980 | 53 659 | 326 462 | 694 101 |

Commentaires :

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

OPCVM français 166 671 milliers d'euros

Dont OPCVM français de capitalisation 155 878 milliers d'euros

OPCVM étrangers 14 269 milliers d'euros

Dont OPCVM étrangers de capitalisation 14 269 milliers d'euros

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2019 :

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur d'inventaire | Valeur liquidative |
|------------------------------|------------------------|-----------------------|
| OPCVM monétaires | 1 974 | 1 974 |
| OPCVM obligataires | 138 062 | 140 241 |
| OPCVM actions | 10 001 | 11 177 |
| OPCVM autres | 30 903 | 32 597 |
| TOTAL | 180 940 | 185 989 |

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|--|--------------|-----------------|----------------|----------------|--------------------|---------------------|----------------|----------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | | | | | |
| Valeur Brute | 7 773 | 16 996 | 161 783 | 266 543 | 453 095 | 2 617 | 455 712 | 314 025 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - | (11) | (45) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 7 773 | 16 996 | 161 783 | 266 543 | 453 095 | 2 617 | 455 701 | 313 980 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | | | | | |
| Valeur Brute | - | - | 35 584 | 17 095 | 52 679 | 527 | 53 206 | 53 659 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | - | - | 35 584 | 17 095 | 52 679 | 527 | 53 206 | 53 659 |

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|------------------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
| | Encours bruts | Dont Encours douteux | Encours bruts | Dont Encours douteux |
| France (y compris DOM-TOM) | 382 327 | - | 256 646 | - |
| Autres pays de l'U.E. | 104 075 | - | 80 560 | - |
| Autres pays d'Europe | - | - | 1 003 | - |
| Amérique du Nord | 18 372 | - | 22 969 | - |
| Amérique Centrale et du Sud | - | - | - | - |
| Afrique et Moyen-Orient | - | - | - | - |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 1 000 | - | 3 015 | - |
| Japon | - | - | - | - |
| Total en principal | 505 774 | - | 364 193 | - |
| Créances rattachées | 3 144 | - | 3 491 | - |
| Dépréciations | (11) | - | (45) | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 508 907 | - | 367 639 | - |

Note 6

TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

| INFORMATIONS FINANCIERES (en millier d'euros) (2) | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part de capital détenue (en) | Valeurs comptables des titres détenus - Brutes | Valeurs comptables des titres détenus - Nettes | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Montant des cautions et avals donnés par la société | PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|------------|---|--|--|--|---|--|--|---|---|
| Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest | | | | | | | | | | |
| Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit : | | | | | | | | | | |
| SAS RUE LA BOETIE | 2 744 902 | 16 540 643 | 1,55% | 297 648 | 297 648 | | | 1 016 438 | 1 009 744 | 17 252 |
| SASSACAM DEVELOPPEMENT | 725 471 | 29 522 | 1,56% | 11 420 | 11 420 | 5 341 | | 48 697 | 22 986 | 340 |
| SACAM INTERNATIONAL (Ex Sacam Expansion) | 522 023 | 53 324 | 1,55% | 13 989 | 9 098 | | | 11 489 | -65 599 | 205 |
| SACAM MUTUALISATION | 18 556 677 | 5803 | 1,34% | 248 341 | 248 341 | | | 273 380 | 270 572 | 3 700 |
| Participations dans des établissements de crédit : | | | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | | | |
| Autres titres de participations : | | | | | | | | | | |
| GRANDSCRUSINVESTISSEMENT | 44 993 | 14 509 | 1,18% | 1 000 | 1 000 | | | 0 | -1 515 | |
| SACAM AVENIR | 192 189 | -204 | 1,64% | 3 573 | 3 573 | | | 0 | -25 | |
| SACAM FIRECA | 22 510 | -8529 | 1,23% | 1 121 | 684 | | | 0 | -6 668 | |
| SACAM PARTICIPATIONS | 62 558 | 16 748 | 1,69% | 1 225 | 1 225 | | | 10 632 | 9 815 | |
| CENTRE OUEST EXPANSION | 5 000 | 227 | 100,00% | 5 000 | 5 000 | | | 0 | 741 | |
| LIMOGESBIOMASSE ENERGIE SAS | 2 475 | 680 | 39,50% | 978 | 978 | 146 | | 7 762 | 328 | 123 |
| SACAM IMMOBILIER | 139 588 | 7074 | 1,68% | 2 345 | 2 345 | | | 0 | 5 313 | 84 |
| CREDIT AGRICOLE CAPITALPME | 44 089 | 7907 | 7,51% | 5 445 | 5 445 | | | 0 | 570 | |
| C2MS | 53 053 | | 2,16% | 1 919 | 1 919 | | | | | 91 |
| SASDELTA | 79 550 | -1 672 | 1,34% | 1 069 | 1 069 | | | 0 | -34 | |
| Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest | | | | | | | | | | |
| Autres parts dans les entreprises liées (ensemble) : | | | | | | | | | | |
| CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT | 59 | -119 | 100,00% | 30 | 0 | 4 150 | | 75 | -11 | |
| PATRIMOINE PIERRE | 742 | 26 | 99,79% | 314 | 314 | | | 85 | 25 | |
| SAINT LUC INVESTISSEMENT | 7 | -99 | 99,80% | 8 | 8 | 728 | | 27 | -100 | |
| Autres titres de participation (ensemble) : | | | | | | | | | | |
| LIMOUSIN PARTICIPATION | 9 343 | -1 024 | 5,01% | 523 | 417 | | | 0 | -274 | |
| SCALIS | 11 512 | 11 8825 | 0,52% | 13 | 13 | | | 63 547 | 5 775 | |
| SAFER MARCHÉ LIMOUSIN | 1 561 | 2 023 | 4,44% | 31 | 31 | | | 3 241 | 11 | |
| SASCA PROTECTION SECURITE (C.A.P.S.) | 511 | 41 117 | 0,81% | 487 | 487 | | | 8 229 | 2 431 | 12 |
| GOLF DE CELICROUX SCI | 988 | | 0,46% | 5 | 3 | | | | | |
| SEM AEROPORT DE CHATEAUXROUX | 2 250 | -500 | 5,38% | 108 | 84 | | | 4 | -34 | |
| SACAM CENTRE | 3 162 | 276 | 13,77% | 443 | 443 | | | 0 | -6 | |
| CREDIT AGRICOLE TITRES09500 | 15 245 | 43 222 | 0,65% | 33 | 33 | | | 143 624 | 1 225 | |
| SAFER DU CENTRE | 947 | 8 117 | 3,54% | 32 | 32 | | | 16 200 | 780 | |
| SASMIROMESNIL | 38 | -12 | 1,55% | 1 | 1 | | | 7 | 0 | |
| SASSEGUR | 36 | -10 | 1,55% | 1 | 1 | | | 7 | 1 | |
| SEPAI | 15 | 583 | 10,00% | 2 | 2 | | | 487 | 35 | |
| RADIAN | 750 | 1 552 | 0,57% | 10 | 10 | | | 0 | -49 | |
| SACAM ASSURANCE CAUTION | 13 713 | 23 090 | 1,48% | 491 | 491 | | | 2 081 | 1 934 | 29 |
| SCI CAM SOCIETE IMMOBILIERE DU | 14 503 | 27 423 | 1,57% | 227 | 227 | | | 2 610 | 254 | |
| SIRCA | 7 | 45 | 2,04% | 0 | 0 | | | 124 959 | 45 | |
| SEM ENERGIESRENOUVELABLES | 3 100 | 628 | 9,68% | 300 | 300 | | | 2 056 | 274 | 26 |
| 29 BD DE VANEAUX | 2 145 | 2 330 | 98,58% | 2 114 | 2 114 | | | 350 | 185 | |
| LIMOUSIN TV | 327 | | 21,41% | 70 | 0 | | | | | |
| TAVERNE DU LION D'OR | 191 | | 30,00% | 57 | 57 | 5 | | | | |
| STE EQUIPEMENT DU LIMOUSIN SEL | 1 976 | 22 586 | 4,63% | 97 | 97 | | | 6 068 | 665 | |
| FIRECA EXPERIMENTATIONSEX CA-INNOVE | 650 | -417 | 0,60% | 144 | 92 | | | 0 | -406 | |
| CACO IMMOBILIER | 37 | -337 | 100,00% | 37 | 37 | 663 | | 12 | -237 | |
| CARCIE | 3 000 | -575 | 17,00% | 510 | 485 | | | 912 | 199 | |
| CARVEST | 300 | 1 139 | 5,00% | 21 | 21 | | | 3 272 | 427 | 20 |
| SASTERRA ENERGIES | 8 226 | -173 | 1,22% | 100 | 98 | | | 3 | -70 | |
| CACP SNC (EX CEDICAM) | 49 027 | 8 219 | 0,86% | 420 | 420 | | | 320 781 | 5 727 | |
| CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT | 11 362 | 2 252 | 0,53% | 60 | 60 | | | 0 | -864 | |
| CA CHEQUES | 3 280 | 162 | 2,44% | 80 | 80 | | | 17 392 | 0 | |
| CA ASSURANCESOLUTIONS | 26 369 | -10 009 | 0,00% | 0 | 0 | | | 450 875 | -5 266 | |
| CA TECHNOLOGIES&SERVICES | 6 | 0 | 2,56% | 0 | 0 | | | 833 276 | 0 | |
| SASVILLAGE BY CA CHATEAUXROUX | 0 | 0 | 100,00% | 100 | 100 | | | 0 | 0 | |
| CA GROUP INFRASTRUCTURE PLATFORM | 19 600 | 19 600 | 0,00% | 0 | 0 | | | 17 721 | 0 | |
| CA LOGEMENT ET TERRITOIRES | 0 | 0 | 3,20% | 275 | 275 | | | 0 | 0 | |
| IFCAM | 0 | 0 | 0,00% | 0 | 0 | 88 | | 0 | 0 | |
| INPAQ INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0,00% | 0 | 0 | 4 | | 0 | 0 | |
| Autres immobilisations financières : | | | | | | | | | | |
| FII VENTURE | 100 951 | -2832 | 0,14% | 68 | 68 | | | 0 | -1 602 | |
| CA REGIONSDEVELOPPEMENT | 11 7930 | 36 369 | 0,25% | 399 | 394 | | | 29 | -1 696 | |
| CA INNOVATIONSET TERRITOIRES | 9 679 | -1 894 | 1,13% | 219 | 184 | | | 0 | -1 211 | |
| CA TRANSITIONS A | 37 | -13 | 0,65% | 326 | 326 | | | 0 | -2 | |
| CERTIFICAT ASSOCIATION FONDS GAR DEPO | 0 | 0 | 0,00% | 1 532 | 1 532 | | | 0 | 0 | |
| TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS | | | | 604 737 | 599 078 | 11 125 | 0 | | | 21 881 |

(1) L'information "résultat du dernier exercice" concerne le résultat de l'exercice antérieur

(2) Le tableau comprend les informations financières des parts dans les entreprises liées, des titres de participation et des autres immobilisations financières.

Note 6.1 Valeur estimative des titres de participation

| | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|--|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Parts dans les entreprises liées | | | | |
| Titres non cotés | 5 489 | 5 686 | 5 389 | 5 586 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | 5 541 | 5 541 | 4 407 | 4 407 |
| Créances rattachées | - | - | - | - |
| Dépréciations | (30) | - | (30) | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 11 000 | 11 227 | 9 766 | 9 993 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres de participation | | | | |
| Titres non cotés | 594 590 | 817 063 | 592 484 | 769 518 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | 5 580 | 5 580 | 5 920 | 5 920 |
| Créances rattachées | 86 | 86 | 95 | 95 |
| Dépréciations | (5 589) | - | (4 801) | - |
| Sous-total titres de participation | 594 667 | 822 729 | 593 698 | 775 533 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres non cotés | 2 544 | 2 506 | 1 113 | 1 113 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | 4 | 4 | - | - |
| Créances rattachées | - | - | - | - |
| Dépréciations | (40) | - | - | - |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 2 508 | 2 510 | 1 113 | 1 113 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 597 175 | 825 239 | 594 811 | 776 646 |
| TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION | 608 175 | 836 466 | 604 577 | 786 639 |

| | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Total valeurs brutes | | | | |
| Titres non cotés | 602 623 | | 598 986 | |
| Titres cotés | - | | - | |
| TOTAL | 602 623 | | 598 986 | |

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7

VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

| (En milliers d'euros) | 01/01/2019 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements (1) | 31/12/2019 |
|--|----------------|---------------------------------|--|-----------------------------|----------------|
| Parts dans les entreprises liées | | | | | |
| Valeurs brutes | 5 389 | 100 | - | - | 5 489 |
| Avances consolidables | 4 407 | 1 494 | (360) | - | 5 541 |
| Créances rattachées | - | - | - | - | - |
| Dépréciations | (30) | - | - | - | (30) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 9 766 | 1 594 | (360) | - | 11 000 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Titres de participation | | | | | |
| Valeurs brutes | 592 484 | 2 683 | - | (577) | 594 590 |
| Avances consolidables | 5 920 | 44 | (384) | - | 5 580 |
| Créances rattachées | 95 | - | - | (9) | 86 |
| Dépréciations | (4 801) | (880) | 71 | 21 | (5 589) |
| Sous-total titres de participation | 593 698 | 1 847 | (313) | (565) | 594 667 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Valeurs brutes | 1 113 | 854 | - | 577 | 2 544 |
| Avances consolidables | - | 4 | - | - | 4 |
| Créances rattachées | - | - | - | - | - |
| Dépréciations | - | (20) | 1 | (21) | (40) |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 1 113 | 838 | 1 | 556 | 2 508 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 594 811 | 2 685 | (312) | (9) | 597 175 |
| TOTAL | 604 577 | 4 279 | (672) | (9) | 608 175 |

(1) autres mouvements :

577 milliers d'euros : transfert des titres FI VENTURE CAR et CAIT

21 milliers d'euros : transfert de provision sur les titres transférés

Immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 01/01/2019 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements (1) | 31/12/2019 |
|---|---------------|---------------------------------|--|--------------------------|---------------|
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 112 619 | 3 484 | (3 796) | - | 112 307 |
| Amortissements et dépréciations | (50 034) | (6 688) | 3 512 | - | (53 210) |
| Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | - | - | - | - | - |
| Amortissements et dépréciations | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 62 585 | (3 204) | (284) | - | 59 097 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 2 158 | 41 | (26) | - | 2 173 |
| Amortissements et dépréciations | (315) | (58) | - | - | (373) |
| Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | - | - | - | - | - |
| Amortissements et dépréciations | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 843 | (17) | (26) | - | 1 800 |
| TOTAL | 64 428 | (3 221) | (310) | - | 60 897 |

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

Conformément à l'article 831-2/2 du PCG, les dépenses comptabilisées au titre des immobilisations corporelles en cours de production concernent essentiellement la construction du site de Limoges et la rénovation de nos agences (NCA NOUveau Concept Agence).

Note 8**COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Autres actifs (1) | | |
| Instruments conditionnels achetés | - | - |
| Comptes de stock et emplois divers | 654 | 912 |
| Débiteurs divers (2) | 314 372 | 310 313 |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable | - | - |
| Comptes de règlement | 8 | 5 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 315 034 | 311 230 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 8 664 | 49 207 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | - | - |
| Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers | 42 | 209 |
| Charges constatées d'avance | 463 | 398 |
| Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme | 4 283 | 4 366 |
| Autres produits à recevoir | 21 485 | 24 738 |
| Charges à répartir | - | - |
| Autres comptes de régularisation | 1 064 | 152 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 36 001 | 79 070 |
| TOTAL | 351 035 | 390 300 |

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 710 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 9**DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde au 01/01/2019 | Dotations | Reprises et utilisations | Désactualisation | Autres mouvements | Solde au 31/12/2019 |
|---|---------------------|---------------|--------------------------|------------------|-------------------|---------------------|
| Sur opérations interbancaires et assimilées | - | - | - | - | - | - |
| Sur créances clientèle | 78 558 | 19 135 | (21 612) | (721) | - | 75 360 |
| Sur opérations sur titres | 3 620 | 329 | (3 326) | - | - | 623 |
| Sur valeurs immobilisées | 4 832 | 900 | (72) | - | - | 5 660 |
| Sur autres actifs | 360 | 108 | (155) | - | - | 313 |
| TOTAL | 87 370 | 20 472 | (25 165) | (721) | - | 81 956 |

Note 10 **DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

| | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|---|----------------|------------------|------------------|----------------|--------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Établissements de crédit | | | | | | | | |
| Comptes et emprunts : | | | | | | | | |
| à vue | 216 | - | - | - | 216 | - | 216 | 302 |
| à terme | - | 77 | - | 17 744 | 17 821 | 343 | 18 164 | 19 754 |
| Valeurs données en pension | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres donnés en pension livrée | - | 35 717 | - | - | 35 717 | - | 35 717 | - |
| VALEUR AU BILAN | 216 | 35 794 | - | 17 744 | 53 754 | 343 | 54 097 | 20 056 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 23 680 | - | - | - | 23 680 | 29 | 23 709 | 72 119 |
| Comptes et avances à terme | 605 292 | 1 296 083 | 1 326 165 | 691 330 | 3 918 870 | 4 040 | 3 922 910 | 3 588 654 |
| Titres donnés en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR AU BILAN | 628 972 | 1 296 083 | 1 326 165 | 691 330 | 3 942 550 | 4 069 | 3 946 619 | 3 660 773 |
| TOTAL | 629 188 | 1 331 877 | 1 326 165 | 709 074 | 3 996 304 | 4 412 | 4 000 716 | 3 680 829 |

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. Cadre Juridique et Financier).

Note 11 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 11.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

| | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|--------------------------------------|------------------|-----------------|----------------|----------------|--------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 812 083 | - | - | - | 1 812 083 | 70 | 1 812 153 | 1 667 142 |
| Comptes d'épargne à régime spécial : | 22 749 | - | - | - | 22 749 | - | 22 749 | 15 481 |
| à vue | 22 749 | - | - | - | 22 749 | - | 22 749 | 15 481 |
| à terme | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres dettes envers la clientèle : | 33 885 | 41 815 | 291 188 | 223 428 | 590 316 | 5 463 | 595 779 | 625 659 |
| à vue | 17 566 | - | - | - | 17 566 | - | 17 566 | 13 082 |
| à terme | 16 319 | 41 815 | 291 188 | 223 428 | 572 750 | 5 463 | 578 213 | 612 577 |
| Valeurs données en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR AU BILAN | 1 868 717 | 41 815 | 291 188 | 223 428 | 2 425 148 | 5 533 | 2 430 681 | 2 308 282 |

Note 11.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Particuliers | 1 060 758 | 974 238 |
| Agriculteurs | 236 136 | 219 600 |
| Autres professionnels | 133 500 | 123 946 |
| Clientèle financière | 42 203 | 29 845 |
| Entreprises | 834 855 | 839 573 |
| Collectivités publiques | 22 511 | 24 821 |
| Autres agents économiques | 95 185 | 90 998 |
| Total en principal | 2 425 148 | 2 303 021 |
| Dettes rattachées | 5 533 | 5 261 |
| VALEUR AU BILAN | 2 430 681 | 2 308 282 |

Note 12 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Autres passifs (1) | | |
| Opérations de contrepartie (titres de transaction) | - | - |
| Dettes représentatives de titres empruntés | - | - |
| Instruments conditionnels vendus | - | - |
| Comptes de règlement et de négociation | - | - |
| Créditeurs divers | 319 602 | 327 134 |
| Versements restant à effectuer sur titres | 3 822 | 566 |
| VALEUR AU BILAN | 323 424 | 327 700 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 12 782 | 14 493 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | 5 | 3 |
| Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers | 94 | 1 630 |
| Produits constatés d'avance | 31 442 | 30 472 |
| Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme | 823 | 908 |
| Autres charges à payer | 29 565 | 41 484 |
| Autres comptes de régularisation | 3 191 | 5 351 |
| VALEUR AU BILAN | 77 902 | 94 341 |
| TOTAL | 401 326 | 422 041 |

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 13 PROVISIONS

| | Solde au 01/01/2019 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | Solde au 31/12/2019 |
|--|------------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés | 37 | 1 484 | (1 505) | - | - | 16 |
| Provisions pour autres engagements sociaux | 529 | 45 | - | - | - | 574 |
| Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature | 4 058 | 20 105 | - | (17 337) | - | 6 826 |
| Provisions pour litiges fiscaux (1) | 31 | 53 | - | (17) | - | 67 |
| Provisions pour autres litiges | 112 | - | - | (10) | - | 102 |
| Provision pour risques pays | - | - | - | - | - | - |
| Provisions pour risques de crédit (2) | 40 361 | 130 560 | - | (130 148) | - | 40 773 |
| Provisions pour restructurations | - | - | - | - | - | - |
| Provisions pour impôts | - | - | - | - | - | - |
| Provisions sur participations | 576 | 409 | (460) | (25) | - | 500 |
| Provisions pour risques opérationnels (3) | 826 | 517 | (21) | (489) | - | 833 |
| Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4) | 5 889 | 3 179 | - | - | - | 9 068 |
| Autres provisions | 6 209 | 2 404 | (2 156) | (49) | - | 6 408 |
| VALEUR AU BILAN | 58 628 | 158 756 | (4 142) | (148 075) | - | 65 167 |

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Voir note 14 ci-après

Note 14 EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2018 | 31/12/2019 |
|---|------------------|------------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 30 545 | 362 338 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 363 070 | 293 390 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 601 682 | 322 049 |
| Total plans d'épargne-logement | 995 296 | 977 777 |
| Total comptes épargne-logement | 118 823 | 118 500 |
| TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 1 114 119 | 1 096 278 |

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2018 | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | 542 | 754 |
| Comptes épargne-logement | 4 489 | 6 434 |
| TOTAL ENCOURS DE CREDIT EN VIE OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 5 031 | 7 188 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2018 | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 20 | 2 302 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 4 019 | 484 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 5 028 | 3 092 |
| Total plans d'épargne-logement | 9 068 | 5 878 |
| Total comptes épargne-logement | 0 | 11 |
| TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 9 068 | 5 889 |

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 01/01/2019 | Dotations | Reprises | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------|-----------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | 5 878 | 3 190 | | 9 068 |
| Comptes épargne-logement | 11 | | 11 | 0 |
| TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 5 889 | 3 190 | 11 | 9 068 |

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2019 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 15 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Les engagements de retraite et avantages similaires du Crédit Agricole du Centre Ouest relevant de la catégorie des régimes à prestations définies sont externalisées auprès d'une compagnie d'assurance.

Variations de la dette actuarielle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dette actuarielle au 31/12/N-1 | 20 340 249 | 19 299 894 |
| Coût des services rendus sur l'exercice | 1 375 303 | 1 148 242 |
| Coût financier | 284 289 | 263 978 |
| Cotisations employés | 0 | 0 |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | - 1 556 597 | 0 |
| Variation de périmètre | -73 641 | -49 949 |
| Indemnités de cessation d'activité | 0 | 0 |
| Prestations versées (obligatoire) | -537 890 | -668 797 |
| (Gains) / pertes actuariels | 541 114 | 346 879 |
| DETTE ACTUARIALE AU 31/12/N | 20 372 826 | 20 340 249 |

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|------------------|
| Coût des services rendus | 1 375 303 | 1 148 242 |
| Coût financier | 284 289 | 263 978 |
| Rendement attendu des actifs | -219 887 | -252 388 |
| Coût des services passés | -1 556 597 | 0 |
| (Gains) / pertes actuariels net | 255 836 | 251 440 |
| (Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes | 0 | 0 |
| (Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif | 339 715 | 0 |
| CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT | 478 659 | 1 411 272 |

Variations de juste valeur des actifs des régimes

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1 | 17 356 106 | 15 667 705 |
| Rendement attendu des actifs | 219 887 | 214 038 |
| Gains / (pertes) actuariels | 15 960 | 73 175 |
| Cotisations payées par l'employeur | 499 928 | 1 556 030 |
| Cotisations payées par les employés | 0 | 0 |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | 0 | 0 |
| Variation de périmètre | -73 641 | -10 989 |
| Indemnités de cessation d'activité | 0 | 0 |
| Prestations payées par le fonds | -537 890 | -1 239 218 |
| JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N | 17 480 349 | 16 260 741 |

Variations de la provision

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Dette actuarielle au 31/12/N | -20 372 826 | -20 340 249 |
| Impact de la limitation d'actifs | -339 715 | 0 |
| Gains et (pertes) actuariels restant à étaler | 3 216 044 | 2 946 727 |
| Juste valeur des actifs fin de période | 17 480 349 | 17 356 106 |
| POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N | -16 147 | -37 415 |

Rendement des actifs des régimes

Le rendement attendu des actifs et les taux actuariels retenus sont les suivants :

- Indemnités de Fin de Carrières : 0,98 % et 1,42 %
- Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants : 0,98 % et 1,42 %
- Contrat de retraite supplémentaire du Président : 0,56 % et 1,00 %

Hypothèses actuarielles utilisées

Le taux d'actualisation utilisé en 2019 est le taux iBoxx Corporate AA10+, soit 0,98 %.

| | Sensibilité des engagements aux variations du taux de base | | | |
|--------------------|--|--|---|--|
| | Indemnités fin de carrière des salariés | Indemnités fin de carrière des cadres dirigeants | Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants | Contrats de retraite supplémentaire du Président |
| Taux de base +0,5% | -4,42% | -3,38% | -2,21% | - 0,80% |
| Taux de base -0,5% | 4,85% | 4,11% | 2,32% | 0,80% |

Note 16 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Fonds pour risques bancaires généraux | 34 250 | 34 250 |
| VALEUR AU BILAN | 34 250 | 34 250 |

Note 17 DETTE SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| | 31/12/2019 | | | | | | | 31/12/2018 |
|---|------------|-----------------|----------------|---------|--------------------|-------------------|---------|------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Dettes subordonnées à terme | - | - | - | - | - | 169 | 169 | 178 |
| Euro | - | - | - | - | - | 169 | 169 | 178 |
| Autres devises de l'Union Europ. | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Franc Suisse | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Yen | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres devises | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres et emprunts participatifs | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres emprunts subordonnés à terme | - | - | - | 100 000 | 100 000 | - | 100 000 | 100 000 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée (1) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Euro | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres devises de l'Union Europ. | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Franc Suisse | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Yen | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres devises | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Placement des fonds propres des Caisses Locales | - | - | - | 66 038 | 66 038 | 674 | 66 712 | 62 309 |
| Dépôts de Garantie à caractère mutuel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR AU BILAN | - | - | - | 166 038 | 166 038 | 843 | 166 881 | 162 487 |

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 1 972 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 1 881 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 18 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

| | Capitaux propres | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|---|---------------------------------|--|----------|----------------------------|
| | Capital (1) | Réserve légale | Réserve statutaire | Primes, autres réserves et report à nouveau (2) | Ecart conversion / réévaluation | Provisions réglementées & subventions d'investissement | Résultat | Total des capitaux propres |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2017 | 57 805 | 543 376 | 244 174 | 82 722 | - | 7 | 46 343 | 974 427 |
| Dividendes versés au titre de N-2 | - | - | - | - | - | - | (4 343) | (4 343) |
| Variation de capital | (4) | - | - | - | - | - | - | (4) |
| Variation des primes et réserves | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Affectation du résultat social N-2 | - | 31 500 | 10 500 | - | - | - | (42 000) | - |
| Report à nouveau | - | - | - | (437) | - | - | - | (437) |
| Résultat de l'exercice N-1 | - | - | - | - | - | - | 44 032 | 44 032 |
| Autres variations | - | - | - | - | - | (7) | - | (7) |
| Solde au 31/12/2018 | 57 801 | 574 876 | 254 674 | 82 285 | - | - | 44 032 | 1 013 668 |
| Dividendes versés au titre de N-1 | - | - | - | - | - | - | (4 169) | (4 169) |
| Variation de capital | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Variation des primes et réserves | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Affectation du résultat social N-1 | - | 29 570 | 9 856 | - | - | - | (39 426) | - |
| Report à nouveau | - | - | - | 437 | - | - | (437) | - |
| Résultat de l'exercice N | - | - | - | - | - | - | 40 194 | 40 194 |
| Autres variations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Solde au 31/12/2019 | 57 801 | 604 446 | 264 530 | 82 722 | - | - | 40 194 | 1 049 693 |

(1) Capital dont :

- * 43 348 565 parts sociales de 1€ détenues par les Caisses locales et conférant 51 droits de vote
- * 1 part sociale de 1€ détenues par SACAM MUTUALISATION et conférant 1 droit de vote
- * 2432 parts sociales de 1€ détenues par les administrateurs de la Caisse régionale et conférant 16 droits de vote
- * 14 450 282 certificats coopératifs d'association de 1€

(2) Dont 74 847 milliers d'euros de primes d'émission, dont 7 875 milliers d'euros de primes de fusion

Note 19 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| Capitaux propres | 1 049 693 | 1 013 668 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 34 250 | 34 250 |
| Dettes subordonnées et titres participatifs | 166 881 | 162 487 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | - | - |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 1 250 824 | 1 210 405 |

Note 20 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde N Opérations avec les entreprises liées et les participations | Solde N-1 Opérations avec les entreprises liées et les participations |
|---|--|--|
| Créances | 0 | 0 |
| Sur les établissements de crédit et institutions financières | | |
| Sur la clientèle | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| Dettes | 0 | 0 |
| Sur les établissements de crédits et institutions financières | | |
| Sur la clientèle | | |
| Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées | | |
| Engagements donnés | 0 | 0 |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | | |
| Garanties données à des établissements de crédit | | |
| Garanties données à la clientèle | | |
| Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise | | |
| Autres engagements donnés | | |

Aucune opération n'a été réalisée avec des entreprises liées, c'est-à-dire susceptibles d'être incluses par intégration globale dans l'ensemble consolidable du Crédit Agricole Centre Ouest, ou avec des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

Note 21 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent notamment :

- les entités qui ont l'une sur l'autre, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable ;
- les entreprises sous contrôle commun (exclusif ou conjoint) d'un même tiers, ou les entreprises dont l'une est contrôlée par un tiers ayant une influence notable sur l'autre ;
- les entreprises contrôlées (exclusivement ou conjointement) par les principaux dirigeants de la société présentant l'information ;
- les personnes physiques et les membres de leur famille proche, étant l'un des principaux dirigeants de la société ou de la société mère, ayant le contrôle exclusif, conjoint ou exerçant une influence notable sur la société présentant l'information.

Sont exclues les transactions effectuées :

- par la société avec les filiales qu'elle détient en totalité,
- ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère.]

Le Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas effectué de transactions significatives avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

Note 22 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

| (En milliers d'euros) | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
| | A recevoir | A livrer | A recevoir | A livrer |
| Opérations de change au comptant | - | - | - | - |
| - Devises | - | - | - | - |
| - Euros | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 2 676 | 2 675 | 6 245 | 6 241 |
| - Devises | 1 335 | 1 335 | 3 166 | 3 166 |
| - Euros | 1 341 | 1 340 | 3 079 | 3 075 |
| Prêts et emprunts en devises | - | - | - | - |
| TOTAL | 2 676 | 2 675 | 6 245 | 6 241 |

Note 23 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

| | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 |
|--|--------------------------|-------------------------------------|------------------|------------------|
| | Opérations de couverture | Opérations autres que de couverture | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Opérations fermes | 2 685 406 | 116 164 | 2 801 570 | 2 581 400 |
| Opérations sur marchés organisés (1) | - | - | - | - |
| Contrats à terme de taux d'intérêt | - | - | - | - |
| Contrats à terme de change | - | - | - | - |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | - | - | - | - |
| Autres contrats à terme | - | - | - | - |
| Opérations de gré à gré (1) | 2 685 406 | 116 164 | 2 801 570 | 2 581 400 |
| Swaps de taux d'intérêt | 2 685 406 | 116 164 | 2 801 570 | 2 581 400 |
| Autres contrats à terme de taux d'intérêt | - | - | - | - |
| Contrats à terme de change | - | - | - | - |
| FRA | - | - | - | - |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | - | - | - | - |
| Autres contrats à terme | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles | - | - | - | 2 182 |
| Opérations sur marchés organisés | - | - | - | - |
| Instruments de taux d'intérêt à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Instruments sur action et indices boursiers à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Instruments de taux de change à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Autres instruments à terme conditionnels | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Opérations de gré à gré | - | - | - | 2 182 |
| Options de swaps de taux | - | - | - | - |
| Achetées | - | - | - | - |
| Vendues | - | - | - | - |
| Instruments de taux d'intérêts à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | 1 091 |
| Vendus | - | - | - | 1 091 |
| Instruments de taux de change à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Instruments sur actions et indices boursiers à terme | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Autres instruments à terme conditionnels | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - |
| Contrats de dérivés de crédit | - | - | - | - |
| Achetés | - | - | - | - |
| Vendus | - | - | - | - |
| TOTAL | 2 685 406 | 116 164 | 2 801 570 | 2 583 582 |

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Contrats d'échange de taux :

Swaps prêteurs :

- En macro couverture : 290 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2019
- En micro couverture : aucune nouvelle souscription pour l'année 2019
- Swap d'intermédiation : 31 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2019
- Swaps échus ou résiliés: 136955 milliers d'euros (échéance) et aucune résiliation pour l'année 2019
- Amortissements sur swaps en 2019 pour 6 381 milliers d'euros

Swaps emprunteurs :

- En macro couverture : nouvelle souscription pour l'année 2019 de 240 000 milliers d'euros
- En micro couverture : aucune nouvelle souscription pour l'année 2019
- Swap d'intermédiation : 31 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2019
- Swaps échus ou résiliés : 215 017 milliers d'euros (échéance) et aucune résiliation
- Amortissements sur swaps en 2019 pour 18 616 milliers d'euros

La juste valeur nette des swaps de taux d'intérêts s'élève à 29 837 milliers d'euros au 31/12/2019 contre 51 706 milliers d'euros au 31/12/2018.

Note 23.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2019 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|------------------|----------------|---|------------------|----------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A. | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 430 967 | 1 480 399 | 890 204 | 430 967 | 1 480 399 | 890 204 | - | - | - |
| Caps, Floors, Collars | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 430 967 | 1 480 399 | 890 204 | 430 967 | 1 480 399 | 890 204 | - | - | - |
| Swaps de devises | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 5 352 | - | - | 5 352 | - | - | - | - | - |
| Sous total | 5 352 | - | - | 5 352 | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 436 319 | 1 480 399 | 890 204 | 436 319 | 1 480 399 | 890 204 | - | - | - |

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2018 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|------------------|------------------|---|------------------|------------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A. | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 349 977 | 1 164 001 | 1 067 422 | 349 977 | 1 164 001 | 1 067 422 | - | - | - |
| Caps, Floors, Collars | 2 182 | - | - | 2 182 | - | - | - | - | - |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 352 159 | 1 164 001 | 1 067 422 | 352 159 | 1 164 001 | 1 067 422 | - | - | - |
| Swaps de devises | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 12 486 | - | - | 12 486 | - | - | - | - | - |
| Sous total | 12 486 | - | - | 12 486 | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 364 645 | 1 164 001 | 1 067 422 | 364 645 | 1 164 001 | 1 067 422 | - | - | - |

Note 23.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

| | Juste Valeur Positive au 31/12/2019 | Juste Valeur Négative au 31/12/2019 | Encours Notionnel au 31/12/2019 | Juste Valeur Positive au 31/12/2018 | Juste Valeur Négative au 31/12/2018 | Encours Notionnel au 31/12/2018 |
|---|---|---|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Futures | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | - | - | - | - | - | - |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés | - | - | - | - | - | - |
| F.R.A. | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 82 200 | 52 385 | 2 801 570 | 81 324 | 29 618 | 2 581 400 |
| Caps, Floors, Collars | - | - | - | - | - | 2 182 |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | - | - | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 82 200 | 52 385 | 2 801 570 | 81 324 | 29 618 | 2 583 582 |
| Swaps de devises | - | - | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | - | 2 | 5 352 | - | - | 12 486 |
| Sous total | - | 2 | 5 352 | - | - | 12 486 |
| TOTAL | 82 200 | 52 387 | 2 806 922 | 81 324 | 29 618 | 2 596 068 |

Note 23.3 Information sur les Swaps

Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Position ouverte isolée | Micro-couverture | Macro-couverture | Swaps de transaction |
|------------------------------|----------------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| Contrats d'échange de taux | | 95 406 | 2 590 000 | 116 164 |
| Contrats assimilés (1) | | | | |

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.

Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille

Le Crédit Agricole du Centre Ouest n'a effectué aucun transfert en 2019.

Note 24 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

| | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 | | |
|--|------------------|------------------------------|------------------------------|------------------|----------------------------|------------------------------|
| | Valeur de marché | Risque de crédit potentiel * | Total risque de contrepartie | Valeur de marché | Risque de crédit potentiel | Total risque de contrepartie |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés | | | | | | |
| Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés | | | | | | |
| Risques sur les autres contreparties | 3 842 | 548 | 4 390 | 3 634 | 475 | 4 109 |
| Total avant effet des accords de compensation | 3 842 | 548 | 4 390 | 3 634 | 475 | 4 109 |
| Dont risques sur contrats de : | | | | | | |
| - taux d'intérêt, change et matières premières | | | 0 | | | 0 |
| - dérivés actions et sur indices | | | 0 | | | 0 |
| Total avant effet des accords de compensation | | | 0 | | | 0 |
| Incidences des accords de compensation et de collatérisation | | | 0 | | | 0 |
| TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATERISATION | 3 842 | 548 | 4 390 | 3 634 | 475 | 4 109 |

*calculé selon les normes prudentielles CRR / CRD4

Note 25 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES
GARANTIES

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | 654 103 | 590 932 |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | - | - |
| Engagements en faveur de la clientèle | 654 103 | 590 932 |
| Ouverture de crédits confirmés | 284 209 | 299 127 |
| Ouverture de crédits documentaires | 37 | 196 |
| Autres ouvertures de crédits confirmés | 284 172 | 298 931 |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | 369 894 | 291 805 |
| Engagements de garantie | 287 372 | 263 940 |
| Engagements d'ordre d'établissement de crédit | 149 815 | 150 414 |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires | 295 | - |
| Autres garanties | 149 520 | 150 414 |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 137 557 | 113 526 |
| Cautions immobilières | - | - |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle | 137 557 | 113 526 |
| Engagements sur titres | 531 | 935 |
| Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | - | - |
| Autres engagements à donner | 531 | 935 |

| | | |
|--|------------------|------------------|
| Engagements reçus | | |
| Engagements de financement | 12 015 | 12 373 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 12 015 | 12 373 |
| Engagements reçus de la clientèle | - | - |
| Engagements de garantie | 1 865 358 | 1 746 841 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 97 938 | 93 396 |
| Engagements reçus de la clientèle | 1 767 420 | 1 653 445 |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées | 71 340 | 70 445 |
| Autres garanties reçues | 1 696 080 | 1 583 000 |
| Engagements sur titres | 1 281 | 935 |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | - | - |
| Autres engagements reçus | 1 281 | 935 |

(1) Engagements donnés de garantie d'ordre d'établissements de crédit - Autres garanties : dont 144 355 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 375 010 milliers d'euros.

Note 26 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2019, le Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté 1 336 219 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 314 944 milliers d'euros en 2018. Le Crédit Agricole du Centre Ouest conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté :

- 880 749 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 888 590 milliers d'euros en 2018;
- 110 196 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 107 748 milliers d'euros en 2018;
- 345 274 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 318 606 milliers d'euros en 2018.

Note 27 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-----------------|-----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 1 077 | 1 224 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 12 158 | 13 325 |
| Sur opérations avec la clientèle | 111 337 | 111 103 |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | 6 582 | 7 214 |
| Produit net sur opérations de macro-couverture | 10 996 | 12 317 |
| Sur dettes représentées par un titre | - | - |
| Autres intérêts et produits assimilés | 4 | - |
| Intérêts et produits assimilés | 142 154 | 145 183 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | (791) | (945) |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | (39 375) | (39 461) |
| Sur opérations avec la clientèle | (19 257) | (16 902) |
| Charge nette sur opérations de macro-couverture | - | - |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | - | - |
| Sur dettes représentées par un titre | - | - |
| Autres intérêts et charges assimilées | - | - |
| Intérêts et charges assimilées | (59 423) | (57 308) |
| TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1) | 82 731 | 87 875 |

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2019 est de 1 972 milliers d'euros, il était de 1 881 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 28 REVENUS DES TITRES

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---------------|---------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 22 471 | 21 064 |
| Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille | 453 | 263 |
| Opérations diverses sur titres | - | - |
| TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES | 22 924 | 21 327 |

Note 29 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

| | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 | | |
|--|---------------|-----------------|---------------|---------------|-----------------|---------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 295 | (27) | 268 | 307 | (13) | 294 |
| Sur opérations internes au crédit agricole | 7 485 | (8 095) | (610) | 8 353 | (8 049) | 304 |
| Sur opérations avec la clientèle | 22 590 | (338) | 22 252 | 22 911 | (338) | 22 573 |
| Sur opérations sur titres | - | - | - | - | - | - |
| Sur opérations de change | 124 | - | 124 | 99 | - | 99 |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan | - | - | - | - | - | - |
| Sur prestations de services financiers (1) | 53 971 | (4 387) | 49 584 | 53 522 | (4 141) | 49 381 |
| Provision pour risques sur commissions | 177 | (196) | (19) | 157 | (176) | (19) |
| TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS | 84 642 | (13 043) | 71 599 | 85 349 | (12 717) | 72 632 |

(1) dont prestations assurance-vie : 10 987 milliers d'euros.

Note 30 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Solde des opérations sur titres de transaction | - | - |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés | 207 | 143 |
| Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme | (40) | 104 |
| GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS | 167 | 247 |

Note 31 **GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|--------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Titres de placement | | |
| Dotations aux dépréciations | (328) | (3 322) |
| Reprises de dépréciations | 3 326 | 26 |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | 2 998 | (3 296) |
| Plus-values de cession réalisées | 4 159 | 1 168 |
| Moins-values de cession réalisées | (1 071) | (221) |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | 3 088 | 947 |
| Solde des opérations sur titres de placement | 6 086 | (2 349) |
| Titres de l'activité de portefeuille | | |
| Dotations aux dépréciations | - | - |
| Reprises de dépréciations | - | - |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | - | - |
| Plus-values de cession réalisées | - | - |
| Moins-values de cession réalisées | - | - |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | - | - |
| Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille | - | - |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | 6 086 | (2 349) |

Note 32 **AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Produits divers | 3 212 | 4 234 |
| Quote part des opérations faites en commun | - | - |
| Refacturation et transfert de charges | 59 | 15 |
| Reprises provisions | 78 | - |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 3 349 | 4 249 |
| Charges diverses | (400) | (314) |
| Quote part des opérations faites en commun | (1 491) | (1 706) |
| Refacturation et transfert de charges | - | - |
| Dotations provisions | - | (399) |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (1 891) | (2 419) |
| TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 1 458 | 1 830 |

Note 33 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| Frais de personnel | | |
| Salaires et traitements | (40 877) | (39 461) |
| Charges sociales | (18 501) | (19 561) |
| - dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations | (4 446) | (4 090) |
| Intéressement et participation | (6 680) | (6 098) |
| Impôts et taxes sur rémunérations | (5 680) | (6 023) |
| Total des charges de personnel | (71 738) | (71 143) |
| Refacturation et transferts de charges de personnel | 4 694 | 4 530 |
| Frais de personnel nets | (67 044) | (66 613) |
| Frais administratifs | | |
| Impôts et taxes | (2 732) | (2 572) |
| Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (2) | (46 192) | (43 481) |
| Total des charges administratives | (48 924) | (46 053) |
| Refacturation et transferts de charges administratives | 648 | 616 |
| Frais administratifs nets | (48 276) | (45 437) |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | (115 320) | (112 050) |

(1) dont 920 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

| Catégories de personnel | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------------------|------------|------------|
| Cadres | 277 | 269 |
| Non cadres | 660 | 655 |
| Total de l'effectif moyen | 937 | 924 |
| Dont : - France | 937 | 924 |
| - Etranger | | |
| Dont : personnel mis à disposition | | |

Le montant global des rémunérations allouées en 2019 aux membres des organes de direction et de surveillance s'élèvent à 1.837 milliers d'euros. Quant aux rémunérations versées pendant l'exercice aux membres des organes d'administration, elles s'élèvent à 179 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédit accordés pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes de direction et d'administration (liens capitalistiques inclus) est de 12 127 milliers d'euros aux conditions standard.

Note 34 COUT DU RISQUE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| Dotations aux provisions et dépréciations | (169 710) | (224 611) |
| Dépréciations de créances douteuses | (18 399) | (21 961) |
| Autres provisions et dépréciations | (151 311) | (202 650) |
| Reprises de provisions et dépréciations | 169 728 | 224 262 |
| Reprises de dépréciations de créances douteuses (1) | 21 542 | 20 803 |
| Autres reprises de provisions et dépréciations (2) | 148 186 | 203 459 |
| Variation des provisions et dépréciations | 18 | (349) |
| Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3) | (38) | (62) |
| Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4) | (8 507) | (8 264) |
| Décote sur prêts restructurés | (292) | (213) |
| Récupérations sur créances amorties | 469 | 521 |
| Autres pertes | (207) | (115) |
| Autres produits | - | - |
| COUT DU RISQUE | (8 557) | (8 482) |

(1) 1 010 milliers d'euros utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromis 721 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) dont 17 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) dont 6 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) dont 7 496 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

La Caisse régionale de Centre Ouest a poursuivi sa politique de maîtrise du risque né. Le suivi des situations irrégulières est piloté à rythme mensuel. La gestion quotidienne des dossiers des créances en défaut est confiée, en quasi-totalité, aux services spécialisés du siège. Globalement, le coût du risque est de - 8.6 M€ en 2019 contre - 8.5 M€ en 2018.

Au 31 décembre 2019, les provisions individuelles sont de 75.4 M€, les provisions FLC (Forward Looking Central) et FLL (Forward Looking Local) sont respectivement de 22.7 M€ et de 22.3 M€ pour un total de 45.0 M€. Le FRBG (Fonds pour Risques Bancaires Généraux) est de 34.2 M€.

Les provisions filières (FLL) concernent les secteurs des professionnels de l'immobilier et de l'agriculture ; au 31/12/2019, les filières Construction BTP et Hôtels-Restaurants ne sont plus définies comme des filières à risque mais comme des filières sous surveillance.

Note 35 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|--------------|
| Immobilisations financières | | |
| Dotations aux dépréciations | (1 309) | (584) |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (1 309) | (584) |
| Reprises de dépréciations | 557 | 1 213 |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 557 | 1 213 |
| Dotation ou reprise nette aux dépréciations | (752) | 629 |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (752) | 629 |
| Plus-values de cessions réalisées | - | 12 |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | - | 12 |
| Moins-values de cessions réalisées | (460) | (263) |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | - | (40) |
| Pertes sur créances liées à des titres de participation | (460) | (223) |
| Solde des plus et moins-values de cessions | (460) | (251) |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (460) | (251) |
| Solde en perte ou en bénéfice | (1 212) | 378 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | | |
| Plus-values de cessions | 59 | 124 |
| Moins-values de cessions | (305) | (49) |
| Solde en perte ou en bénéfice | (246) | 75 |
| RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES | (1 458) | 453 |

Note 36 IMPOT SUR LES BENEFICES

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|---------------|
| Ventilation de l'impôt | | |
| Partie afférente au résultat ordinaire | 12 690 | 10 352 |
| Partie afférente à un redressement fiscal | - | - |
| Total | 1 | 10 352 |

Le Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 1 868 milliers d'euros.

Note 37 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

Le Crédit Agricole du Centre Ouest exerce une activité de Banque de proximité à fort ancrage local auprès des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales.

Le Crédit Agricole du Centre Ouest commercialise une gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement. Elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

Note 38 AFFECTATION DES RESULTATS

| (en milliers d'euros) | RESULTAT A AFFECTER | EXCEDENTS CONSERVES | EXCEDENTS DISTRIBUES |
|---|---------------------------|------------------------|-------------------------|
| Bénéfice après IS | 40 194 | | |
| Report à nouveau | | | |
| SOUS TOTAL : résultat à affecter | 40 194 | | |
| Intérêts aux parts | | | 607 |
| Rémunérations des CCA | | | 3 015 |
| Réserves légales | | 27 429 | |
| Autres réserves | | 9 143 | |
| Total | 40 194 | 36 572 | 3 622 |

Le taux de rémunération des parts sociales de 2019 est de 1,40%.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé en charge correspond à l'impôt tel que défini en à la note 2.15.

Note 39 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes du Crédit Agricole du Centre Ouest

| (En milliers d'euros hors taxes) | ERNST & YOUNG | % | KPMG | % |
|---|------------------|-------------|-----------|-------------|
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*) | 62 (a) | 84% | 62 (b) | 100% |
| Services autres que la certification des comptes (**) | 17 (c) | 16% | 4 (d) | 0% |
| TOTAL | 79 | 100% | 66 | 100% |

(a) Mission EY : 36K€ payé en N pour l'année N et 26K€ provisionné en N

(b) Mission KPMG : 22K€ payé en N pour l'année N et 40K€ provisionné en N

(c) SACC : DPEF (Déclaration de Performance Extra-Financière) :13K€ ; Examen des conventions réglementée et contrôle du rapport de gestion 4K€ provisionné en N

(d) SACC : Examen des conventions réglementée et contrôle du rapport de gestion 4K€ provisionné en N

(*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

(**) honoraires relatifs aux travaux liés au rapport de gestion, aux conventions réglementées et à la RSE